

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

cgt

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex

N°81 - Novembre 1991

EMPLOI:

***Avec vigueur, de nouvelles
exigences revendicatives
sur le lieu de travail.***

Pour tous les services et la recherche, pour le système éducatif,

Pour les habitants de chaque localité, département,

Pour jouer à tous les niveaux un rôle d'entraînement; de progrès à l'inverse de ce que nous connaissons actuellement.

En effet, le mouvement de redéploiement s'accompagne de l'éclatement des grands établissements, vers la mise en place de PME sous leurs coupes. Exemple de DASSAULT et la création à CORNEBARRIEU de la SIDMI, est significative de cette démarche.

Dans le même temps, le développement de ZI où se trouvent concentrées ces PME/PMI; avec la volonté d'en faire des pôles technologiques.

Dans les bassins industriels, c'est la mise en place de zones de conversion, dans lesquelles les pouvoirs publics engloutissent des sommes colossales pour installer de nouvelles activités.



1992 TOURISME ET PETITS BOULOTS...?

Les services publics sont au cœur de ce phénomène de remodelage, suppression/redéploiement, ils accompagnent, voire précèdent, le mouvement de disparition des activités industrielles et sont directement mis sous la coupe des grands groupes.

Cette politique poursuivie, sert-elle l'emploi dans notre région ? Au contraire, elle contribue encore plus à aggraver le chômage, l'intensification et la précarité du travail des salariés.

La politique poursuivie conduit à la désertification de zones rurales importantes et aboutit à une concentration des activités, mais aussi du chômage sur Toulouse et son agglomération.

EMPLOI: De nouvelles exigences revendicatives sur le lieu de travail.

1) Emploi industriel: un enjeu central.

Les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, appellent absolument, informations, réflexions, discussions, propositions, pour une mobilisation lucide et unitaire. C'est particulièrement vrai pour les problèmes liés à l'emploi.

Proche de 1% en 1991, les conséquences de ce bas niveau de croissance sont claires: l'économie française produit désormais un chômage croissant.

125 000 demandeurs d'emplois en MIDI-PYRENEES, + 8 % en 6 mois. Ces chiffres n'intègrent pas les vagues de suppressions d'emploi intervenues chez ROUDIERE, RUGGIERI, les menaces qui pèsent sur GRANDE PAROISSE (ex.AZF), CARMAUX, l'ARSENAL de TARBES, la CARTOUCHERIE de TOULOUSE...

En 1970, l'emploi industriel, principal facteur de création de richesses, représentait 24 % de l'emploi total, contre seulement 18 % en 1989. En 10 ans, la croissance industrielle a pris 7 points de retard par rapport à la moyenne de la CEE.

Le Patronat se plaint de ne pas trouver de main-d'oeuvre qualifiée: + 20 % de techniciens et cadres à l'ANPE sur un an dans la région.

Les emplois créés le sont le plus souvent hors de la sphère industrielle, c'est-à-dire, hors de la création directe de richesses, est le plus souvent précarisés. L'intérim a progressé de + 20,9 % en un an.

De plus, près de 15 % des emplois industriels sont marqués par le sceau de la précarité.

2) Des conséquences et des défis pour tous

Ces questions se vivent au quotidien, concrètement dans les avalanches de licenciements annoncés, dans la fatigue accumulée, dans les problèmes de salaires, l'incertitude du lendemain.

La santé des entreprises industrielles dans notre pays, notre région, est un enjeu majeur.

La consommation, donc les débouchés, souffre du ralentissement des revenus. Agir sur les salaires, pour le SMIC à 7 000 F, c'est aussi bien agir pour l'emploi.

Le bas niveau des salaires, conduit à la détérioration des conditions de travail. Il pousse, pour pallier leur insuffisance à l'acceptation des heures supplémentaires, au travail de nuit,...dans une période où le patronat cherche à intensifier la productivité, au détriment des salariés.

De plus ce bas niveau de salaires estompe la revendication de la diminution de la durée du travail, si nécessaire comme élément de résorption du chômage.

Des salaires suffisants: un des éléments de l'équilibre de la Sécurité Sociale, de son amélioration.

Tout montre aujourd'hui que ce dont souffre l'économie, tient pour l'essentiel à l'insuffisance croissante d'emplois qualifiés et bien rémunérés pour asseoir un développement efficace des activités productrices et de service.



2) DES ATOUTS POUR LE DEVELOPPEMENT.

S'opposer à chaque emploi supprimé, agir pour des emplois nouveaux, s'appuyer sur nos atouts existants ou potentiels pour répondre aux besoins, améliorer le contenu des emplois existants, est un élément décisif pour le redressement économique de nos entreprises comme de notre région.

L'AERONAUTIQUE ET L'ESPACE: Constituent la clé de voute de l'industrie régionale. Ces deux secteurs génèrent plusieurs milliers d'emplois gravement menacés par les stratégies en cours.

LA C.G.T. PROPOSE :

- la reconnaissance des qualifications, leur paiement à leur juste valeur.

- le maintien des parts de productions françaises dans le programme AIRBUS, notamment l'assemblage à TOULOUSE.

Dans une région comme la nôtre, essentiellement agricole, la PAC fait des ravages, des milliers d'exploitations ont disparu et vont encore disparaître dans le Gers, l'Aveyron... C'est la mise en friches de milliers d'hectares de terres cultivables. La situation des agriculteurs est en tout point, dramatique.

Aussi, maintien et développement des activités économiques comme celui des services publics, deviennent un enjeu décisif pour l'avenir du monde rural dans notre région.

Ils peuvent être au centre de l'expression de convergences d'intérêts et de luttes solidaires et rassembleuses.

Une situation telle qu'elle s'impose à tous et conduit le Conseil Régional à organiser un colloque sur l'emploi en MIDI-PYRENEES. Cependant la politique menée par le Conseil Régional:

- ne s'oppose pas aux choix des grands groupes, elle les accompagne:
- par une politique sélective de l'aménagement du territoire, privilégiant les grands axes et infrastructures au détriment d'un aménagement équilibré du territoire.
- par la dilapidation des fonds publics: exonérations de charges, primes diverses aux entreprises, financement des pseudos reconversions...
- par l'absence d'une dynamique au sein des institutions régionales, pourrissant le développement de l'emploi industriel et la création de richesses.

Il est urgent d'inverser cette logique !

3) Des objectifs prioritaires à investir

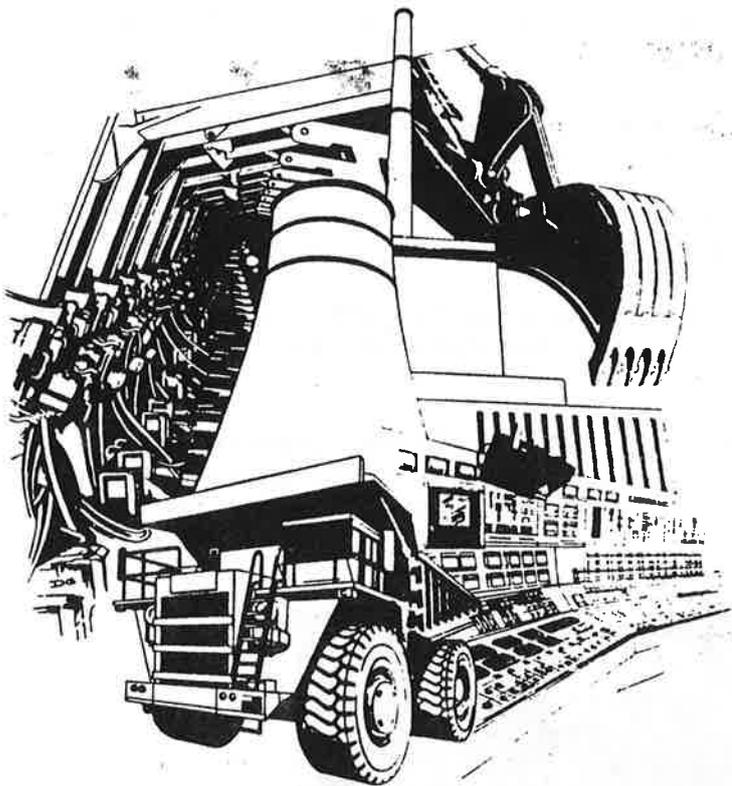
1) LE SOCIAL AU COEUR.

L'expérience française: les 10 dernières années de règne de l'austérité salariale, ont été 10 années d'accroissement du chômage et de liquidation d'entreprises.

L'expérience internationale: les pays les plus industrialisés ne sont pas les pays à plus bas salaires, au contraire.

Notre pays, notre région, ont besoin de tout autre chose pour engager un redressement qui ne peut se fonder que sur le développement des capacités humaines.





LA C.G.T. PROPOSE :

- le développement des sites de CARMAUX et DECAZEVILLE, complémentaire.
- l'exploitation de 750 000 tonnes de charbon existantes dans les richesses de notre sous-sol est possible (CENTRALE EDF d'ALBI, Cimenteries, Distilleries, Conserves, HOPITAL DE RANGUEIL etc...)
- la mise en oeuvre d'un plan de recherche et d'extension de l'exploitation de la houille noire.

Ces quelques points développés, certes s'ils sont les fleurons de notre industrie régionale, n'ont valeur que d'exemples.

D'AUTRES ATOUTS:

L'électronique, l'armement, l'agro-alimentaire, l'éducation nationale, l'hôpital, le service public en général,... méritent un chapitre.

C'est à nous, dans chacun de ces secteurs de faire valoir des propositions pour développer l'industrie et l'emploi, avec au centre les questions sociales.

C'est à nous de mettre en avant des propositions et des luttes convergentes partant des besoins des "usagers-salariés", pour parvenir à des résultats concrets.

Des exemples de coopérations et de convergences existent déjà, comme aux districts EDF/GDF de SAINTE GENEVIEVE et de RIEUPEYROUX dans l'AVEYRON, ou, les PTT dans le LOT, ou encore les MINEURS DE CARMAUX.

"Muscler l'industrie", ce mot d'ordre ne doit pas faire seulement figuration dans des discours fleuves. MIDI-PYRENEES, a besoin d'une dynamique sur l'emploi par des mesures concrètes qui rompent radicalement avec le passé. Nous disposons d'atouts réels, humains, matériels et techniques, afin de déployer de nouveaux choix.

- l'arrêt de la sous-traitance à outrance à l'étranger.
- la mise en place de coopérations avec DASSAULT ou avec d'autres partenaires européens.
- la définition des prochains programmes nationaux et bilatéraux dans le domaine du spatial garantissant au CNES les moyens de remplir sa mission.
- la création de 10 000 emplois dans les entreprises de MIDI-PYRENEES est possible, et nécessaire, l'arrêt des heures supplémentaires, en est un élément.

LE TEXTILE: Constitue avec l'Aéronautique, le deuxième pilier industriel régional et une richesse de plus de 20 000 emplois. Son démantèlement progressif depuis plusieurs années.

La suppression de 3000 emplois sur 7500 en deux ans dans le Groupe CHARGEURS, la chute de 35% des effectifs salariés sur notre région en 10 ans, est à l'image des choix politiques scandaleux et graves de conséquence pour l'emploi en MIDI-PYRENEES.



LA C.G.T. PROPOSE :

- l'arrêt des importations de matières textiles naturelles, de chaussures et d'habillement dans notre région, en perpétuelle augmentation dans le cadre de l'intégration européenne.
- le développement de l'industrie textile en MIDI-PYRENEES s'appuyant sur la modernisation de l'outil de travail et le savoir-faire régional.
- l'arrêt de la surexploitation des salariés, des heures supplémentaires, du travail 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, alors que le patronat licencie.
- l'exigence d'une meilleure utilisation des fonds publics.

LE CHARBON: Energie moderne et d'avenir, que le patronat et le gouvernement veulent mettre à mal. Sur la région, ce sont 2000 emplois supprimés en cinq ans et aucune embauche nouvelle. Cela entraîne par conséquence, une diminution de la production de houille noire.

que des réponses en terme de développement, soient concrètes et non pas celles d'accompagnement et de financement de la casse et d'adaptation de la Région à l'Europe.

Comme il semble que telles ne soient pas les intentions du Conseil Régional, la C.G.T. Midi-Pyrénées, propose d'organiser le 22 Novembre, une initiative d'action en direction de ce Colloque, porteuse de nos exigences en la matière.

Nous voulons y faire entendre les revendications émanant des entreprises, les exigences d'une autre logique de développement.



cgt

comité régional midi-pyrénées

BOURSE DU TRAVAIL :
19 place St-Sernin - 31070 TOULOUSE CEDEX
Tél. 61.23.35.52 - Télex 52351 F - Télécopieur 61.21.06.67.

**IMPORTANTES MANIFESTATIONS
DANS LES VILLES
DE LA REGION**

TOULOUSE : 6000 MANIFESTANTS à la manifestation organisée par la CGT. A noter la caractère large et rassembleur de cette manifestation à laquelle participaient des organisations et adhérents de FO et de la CFDT, participation également de la coordination.

1000 Manifestants le matin à la manifestation de Force Ouvrière (dont 150 CGT).

ALBI : Plus de 2000 Manifestants (CGT + FO)

AUCH : un millier de manifestants (CGT + FO)

MONTAUBAN : un millier de manifestants (CGT + FO)

TARBES : 1200 Manifestants à l'appel de la CGT (FO n'appelaient pas à manifester.)

CAHORS : 400 manifestants (CGT + FO)

RODEZ : 500 Manifestants (CGT + FO)

FOIX : 800 manifestants (CGT)

Arrêts de travail recensés à cette fin de journée: 222 dont 111 dans le secteur privé, soit 50 %.

Toulouse le 24/10/91.

4) De l'Entreprise à la Région: Pour de nouvelles solidarités.

Le "nouvel élan" de l'austérité et des abandons nationaux, l'accélération de la course à l'argent comme fondement du remodelage de la Société, nourrissent bien des interrogations et des doutes: quelles sont les causes de la situation vécue, Y a-t-il autre chose à faire? Est-ce possible de l'arracher? les moyens existent-ils d'y parvenir? Quelle efficacité dans la lutte aujourd'hui?

Nous avons des éléments de réponse à l'instar du succès des THOMSON, qui ont fait reculer le plan de licenciements.

Le Mouvement revendicatif à construire, réclame sur chaque lieu de travail, une C.G.T. active, à l'écoute, à l'initiative avec ses positions et propositions.

La bataille pour l'emploi, contre la précarité sous toutes ses formes, pour les salaires, la prise en compte des besoins sociaux et la production Française, c'est l'affaire de toutes et tous, c'est une lutte locale, nationale, une oeuvre collective, à amplifier sans attendre.

Elle exige avant tout un fourmillement revendicatif sur chaque lieu de travail, meilleur facteur de mobilisation.

En accompagnement des stratégies du Patronat, les orientations du Conseil Régional, ont-elles aussi des incidences concrètes à l'entreprise, comme par exemple, les fonds publics: pour quoi faire, quelle efficacité, contrôlés par qui.

Nous avons des exigences à exprimer. C'est aussi vrai pour la Formation Professionnelle, la place et le rôle des grands groupes dans la région, les coopérations.

Une autre politique est possible répondant aux besoins, posant l'avenir de la Région dans un cadre de développement des hommes et des industries, fondé sur des coopérations.

Le Conseil Régional organise les 22 et 23 Novembre, un Colloque sur l'Emploi Régional; Ce pourrait être une bonne initiative à la condition que l'opinion des salariés soit réellement prise en compte, que les vraies questions soient posées,

nos syndicats; nos CE ont un grand rôle à jouer.

Déoulant des problèmes de mise en oeuvre de ces orientations, MIDI PYRENEES VACANCES est amené à cesser ses activités.

TOURISME-LOISIRS-CULTURE, (T.L.C.) se veut être davantage l'expression et la traduction d'une volonté concrète de réponse aux besoins et de conceptions revendicatives dans le tourisme social, ouvert à toutes et à tous.

C'est ensemble, avec le concours de tous, avec l'investissement de nos organisations CGT, de nos CE que nous pourrons relever ce défi pour le droit aux vacances et aux loisirs de qualité pour tous.

Votre adhésion et individuelle et collective, vos relations avec T.L.C., sont les meilleurs garants de la poursuite et de l'amélioration de notre activité pour une politique du tourisme social, des vacances et des loisirs en faveur des salariés et de la population.

François CANEZIN

Président de T.L.C.

BIENVENUE A T.L.C.

Les 8 Unions Départementales CGT de Midi-Pyrénées, en lien avec l'ANCAV-TOURISME ET TRAVAIL ET TRAVAIL, viennent de décider de se doter d'un nouvel outil à vocation pleinement régionale dans le domaine du tourisme social, il s'agit de l'Association

TOURISME LOISIRS CULTURE MIDI-PYRENEES.

Il s'agit pour la CGT et son Association de faire plus et mieux particulièrement dans trois directions.

- s'appuyer sur les acquis en matière de tourisme, de vacances, de loisirs, de culture pour en lien avec les luttes du mouvement syndical, préserver et développer ces acquis avec les Comités d'Entreprise adhérents et les adhérents individuels.

- essayer d'apporter la meilleure réponse possible aux besoins de nos adhérents individuels et collectifs, sur des activités à caractère régional, en lien étroit de coopération et de partenariat avec l'ANCAV-TOURISME ET TRAVAIL et TOURISTRA, pour la diffusion des activités France et étranger.

- préserver et développer le patrimoine des CE, base d'existence du Tourisme Social.

Il ne s'agit pas de questions mineures quand on connaît les besoins des salariés et la politique engagée de tout tourisme pour notre pays et notre région ne parle t'on pas "d'industrie touristique" -, quand on connaît les problèmes lourds en matière de salaires, de pouvoir d'achat, de conditions de travail.

Les Comités d'Entreprises pour en rester à ces seules questions constituent bien aujourd'hui un enjeu, et nous avons besoin partout d'une politique syndicale dans ce domaine là, d'une animation de cette politique.

C'est à dire notre responsabilité collective en la matière, sur un terrain qui nous est très disputé.

Il ne peut y avoir un véritable droit aux vacances de qualité pour tous, si celles-ci sont inaccessibles financièrement (les départs de l'été 91* ont été de nouveau en baisse), si elles sont entre les mains de "marchands". Cela pose se pose donc fortement en termes revendicatifs où

QUESTIONNAIRE MILITANT

Nom, Prénom _____
Adresse: _____

date naissance: _____
date adhésion CGT: _____
année stage initiation: _____
année stage base: _____
année stage moyen: _____
année stage supérieur: _____

Localité: _____
code postal: _____
telé. domicile: _____
telé.syndicat: _____
adresse entreprise: _____

UL appartenance _____ UD _____ FEDE _____

situation: MASC. FEM. ACTIF RETRAITE SYNDICAT "base" SYNDICAT UGICT COMITE CROMEUR
qualification: OS OP EMPLOYE A.M. TECHN. CADRE INGEN. CROMEUR
taille établissement: - de 10 11 à 49 50 à 99 100 à 249 250 à 499 500 à 999 +1000

responsabilités syndicales

électives: D.S. D.P. C.E. C.G.E. SECRETAIRE C.E. CAP-CTP CHS-CT MUTUELLE
syndicat: SEC.GEN. SEC. ORGA SEC. PROP. TRESORIER EDUC. BUREAU DIP.VO DIP.OPTIONS
union locale: SEC.GEN. SEC. ORGA SEC. PROP. TRESORIER EDUC. CE UL DIP.VO DIP.OPTIONS
union departementale: SEC.GEN. SEC. ORGA SEC. PROP. TRESORIER SECRETARIAT EDUC. BUREAU CE
RESP.UGICT POLITIQUE REVEND. JEUNES RETRAITES EMPLOYES IMMIGRATION COM.SOCIALE

autres: CPAM CAF URSSAF CTCR COTOREP.DODERPA LOGEMENT ASSEDIC FRUD'BOH. INDECOSA
MACIF MUTUELLES PARENTS ELEVES

fédérations: CE COMITE GROUPE RESP.REGION PROFES. RESP.DEPARTEM.PROF. DIVERS

région: COMITE REGIONAL CREO M.P.V. PAS ENS.SUP. ENSEIGNEMENT

ORGANISMES FORMATION AGEFOS FONCECIP ANPE COMITE REG.EMPLOI

GRAM CTR ASSEDIC CIL LOGEMENT INSTITUT HISTOIRE ARACT GIRPEN

AUTRES (Précisez) _____

C.E.S.R.: COMMISSION 1 COMMISSION 2 COMMISSION 3 COMMISSION 4 COMMISSION 5 COMMISSION 6

formation Syndicale :

TA FORMATION: F.S.D. ELEM. MOYEN SUP. SPECIF. SPEC. ORGA EDUCATEUR

-TU EDUCATEUR: EDUC.ELEM. EDUC. MOYEN EDUC.SUP. EDUC ORGA EDUC.ECO-CE EDUC.S.GENERAUX
EDUC. EDUC.

RIGES-TU: DIRECTEUR ELEM. DIRECTEUR MOYEN DIRECTEUR SUPERIEUR DIRECTEUR ORGA DIRECTEUR ECO.CE
DIRECTEUR S.GENERAUX

PARLES-TU OU PEUX-TU TRADUIRE UNE LANGUE ETRANGERE SI LAQUELLE _____

RAPPEL

Le COMITE REGIONAL, s'est doté d'un outil informatique performant, qui lui permette d'améliorer notre travail syndical, sur la Région MIDI-PYRENEES.

Ce matériel se compose d'un traitement de texte et d'un fichier régional des militants.

Ce dernier nous permettra une meilleure connaissance des militants des C.E., d'U.D et d'U.L, ainsi que des camarades mandatés dans tous les organismes représentatifs de la Région.

Mais pour atteindre une telle fiabilité de cet outil, des exigences sont nécessaires.

C'est donc avec beaucoup de rigueur que devra s'opérer le collectage, puis la mise à jour des informations.

**SI VOUS NE L'AVEZ PAS FAIT
VOUS VOUDREZ BIEN REMPLIR
LA FICHE CI-CONTRE, QUE
VOUS RETOURNEREZ AU
COMITE REGIONAL DANS LES
PLUS BREFS DELAIS.
NOUS AVONS BESOIN DE CES
RENSEIGNEMENTS POUR QUE VOUS
PUISSIEZ CONTINUER A RECEVOIR
" INFORMATIONS "**